

Le vrai caillou dans la godasse de François Hollande

Les avis sur l'évolution des futurs rapports entre le nouveau président français et la chancelière allemande alimentent de multiples chroniques éditoriales. Une majorité d'observateurs s'accordent pour prévoir un pugilat – tout diplomatique – entre François Hollande et Angela Merkel. Celle-ci est bien trop habile pour ne pas offrir quelques concessions à François Hollande et les cabinets ministériels des deux parties s'en estimeront satisfaits : l'honneur est sauf ! Pourtant là n'est pas la vraie source des difficultés que rencontrera François Hollande : ce sera au parlement européen. La nouvelle équipe ministérielle en place aura bien du mal à circonvenir à ses thèses une Commission Européenne dominée par les influents représentants des libéraux qui ne lâcheront rien ou pas grand-chose au président français. Le pacte de redressement des pays endettés étant en jeu, les commissaires partisans d'une purge des mauvaises habitudes budgétaires sont bien décidés à imposer des réformes structurelles aux pays laxistes. La France n'échappe pas à cette contrainte et ce ne sont pas les promesses d'impôts et de dépenses supplémentaires envisagées qui vont faciliter les choses au nouvel élu. Je crois que tout le monde aura à perdre d'un raidissement des protagonistes. Nombre des engagements et des promesses inconsidérées de certains pays sont tout à fait irréalistes et la Commission Européenne est tout autant coupable d'y avoir cru. Entre les thèses des ultras keynésiens et celles des « brutus » de Milton Friedman le chemin de crête d'une sortie de crise reste périlleux pour l'ensemble de l'Europe. Donner du temps aux pays endettés en évitant soigneusement les « fiers à bras » qui promettent plus qu'ils ne pourront tenir, le tout en soutenant des investissements structurels améliorant les efficacités globales de nos pays reste la meilleure des solutions. Alors que la tentation du repli sur soi devient dominante, *les pays composant le patchwork européen accepteront-ils une réduction en douceur des déficits et, plutôt qu'une mutualisation de leurs dettes, la solidarité d'investissements soutenant la croissance? C'est la Commission Européenne qui a la réponse, pas Madame Merkel .*